

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2008)  
**Heft:** 3  
  
**Rubrik:** News

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 19.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

depuis la fin des années 70 un relais incontournable dans le processus de participation croisée en matière de politique étrangère et d'aide au développement en direction de certains Etats difficile d'accès, comme les Etats musulmans ou africains, relativement éloignés de la sphère d'influence traditionnelle italienne.

Souvent appelés « l'ONU du Trastevere », les laïcs qui composent la Communauté, ont parfois été assimilés à des casques blancs au service de la diplomatie du Vatican. Ils sont en tout cas passés maîtres dans la médiatisation de leurs actions, légitimant ainsi la vision de Robert Laswell, pour qui la communication était désormais planétaire.

Cette « *seminar diplomacy* », a ainsi porté ses fruits récemment pour son action de stabilisation de la paix dans les Balkans, notamment en Albanie et au Kosovo, dont l'arrivée au pouvoir d'Ibrahim Rugova leur doit beaucoup, sans parler des processus de paix réussis au Mozambique en 1992 et au Burundi en 1997<sup>11</sup>.

Seule la tentative avortée en Algérie, avec l'échec de la Plate-forme de Rome, a démontré les limites du dialogue œcuménique et du dialogue interreligieux. Tout comme, le processus de paix israélo-palestinien, porté par les hommes de bonne volonté derrière le Pacte de Genève, initié ici même grâce à la détermination et au réseaux d'Alexis Keller, du *Carr Centre for Human Rights Policy*, il est des barrières infranchissables...qui peuvent parfois s'ouvrir par des biais périphériques...avant de se refermer aussi vite

Ce qui est particulièrement intéressant dans le cas italien, c'est que la volonté d'approfondir sa politique méditerranéenne passe par une présence très accrue en Europe du Sud-est, ce qui génère une interaction évidente entre les critères déterminant la Puissance sur la scène internationale.

Le fait que le prochain élargissement, en direction des Etats des Balkans (Croatie avant 2014, Serbie-Monténégro, Albanie, Kosovo un jour, Macédoine et Bosnie, peut-être), après l'entrée de la Slovaquie pourrait lui offrir son propre « lac de paix » en Adriatique n'y est peut-être pas étranger. La question de l'opportunité de cet agenda se pose.

Qui de l'Italie, du Saint-Siège ou de la Communauté Sant-Egidio avait-il le plus intérêt à ce repositionnement stratégique, sachant les relations toutes particulières de cette dernière avec les principaux leaders locaux dans les Balkans occidentaux ? En gros, que justifie encore la dimension balkanique sur l'agenda des autorités italiennes, plus enclines à un repositionnement militaire sur le flanc occidental de la Méditerranée ?

La présence discrète des intérêts non étatiques italiens est un fait ancien. Déjà, durant les conflits qui ont ensanglanté les Balkans à partir de 1992, certaines influences non étatiques faisaient pression pour insister sur la légitimité des vellétés d'indépendance monténégrine, par exemple...

Cette « délégation » en matière de politique étrangère

n'est pas seulement un fait transalpin, bien des Etats confient de discrètes missions à des ONG, associations caritatives, voire à des sociétés de service, au pedigree parfois douteux, comme le cas africain le démontre, hélas!, au quotidien.

Parfois cette action extérieure « privatisée » peut aussi sortir du cadre étatique vécu *stricto sensu* comme tel pour se révéler être un remplacement pur et simple de l'autorité de l'Etat. C'est dans ce cadre qu'en évoquant la privatisation de la violence, on en vient à rappeler que cette délégation des missions traditionnelles dévolues aux forces armées d'un Etat ou d'une organisation intergouvernementale (Union africaine pour le cas étudié) ou de coopération régionale (IGAD, SADC, CEDEAO, CEMAC) qu'elle soit subie ou provoquée induit un déséquilibre néfaste à la stabilité et à la sécurité collective, en Afrique tout au moins comme je vous propose de l'analyser dans une deuxième partie consacrée aux formes privées de coercition.

E.D.

## NEWS

### Etats-Unis: une dissuasion sur mesure

La *Quadrennial Defense Review* de février 2006 a confirmé la flexibilité nouvelle de la posture nucléaire américaine. Conformément aux objectifs de la *Nuclear Posture Review* de décembre 2001, les Etats-Unis affichent une dissuasion modernisée et élargie, libérée des logiques de la guerre froide. Il s'agit d'adapter les procédures d'emploi du nucléaire à la politique américaine de contre-prolifération et de lutte contre le terrorisme. La volonté affichée est de disposer d'une gamme élargie de possibilités d'action, y compris contre un adversaire asymétrique. Dans le cadre de cette dissuasion sur mesure, les forces peuvent recourir, de manière préemptive, au nucléaire sur ordre présidentiel, en cas d'utilisation imminente d'armes de destruction massive contre les Etats-Unis, leurs alliés, une force multinationale ou des civils, mais également pour neutraliser les sites ennemis d'armes biologiques ou chimiques, durcis et enterrés.

Ces éléments participent d'une ambiguïté calculée quant au seuil d'application du nucléaire par les Etats-Unis, en effaçant la distinction entre le tactique et le stratégique: les systèmes d'armes nucléaires disponibles peuvent donc être intégrés aussi bien dans la planification de frappes stratégiques que d'opérations de théâtre. La dissuasion sur mesure replace ainsi les *mini-nukes* au centre d'une posture nucléaire élargie, qui autoriserait leur emploi éventuel contre des cibles durcies ou enfouies. Malgré l'abandon budgétaire du programme « *Robust Nuclear Earth Penetrator* », il semblerait que soit maintenu un programme de recherche par simulation sur des charges nucléaires pénétrantes. Ce programme, mené en parallèle aux études sur les armes *bunker-busters* à charge conventionnelle, laisse supposer que les Américains ne s'interdisent pas de fusionner les deux afin de réactiver, le cas échéant, les *mini-nukes*. La notion d'emploi préemptif de l'arme nucléaire américaine ne constitue en aucun cas une modification de la posture antérieure, et se situe toujours dans la perspective d'un échec de la dissuasion. (*TTU Europe*, 1er mars 2006)

<sup>11</sup> Mario Giro, « The Community of Sant'Egidio and its peace-making activities », in *The International Spectator*, Rome, IAI, n°3, juillet-septembre 1998, p.85-100.